

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la Guerre Populaire !

NOUVELLE CAUSE DU PEUPLE

DES ZONES LIBÉRÉES?

1975

[Sur la question des « zones libérées » qui était à la base du cahier liquidateur de 1973-1974, nous publions ici un texte défendant cette thèse (paru dans « La Cause du Peuple » n°2) et un texte dénonçant cette théorie (paru dans « La Cause du Peuple » n°3). La ligne développée par ce second texte l'emportera à la Conférence Nationale Maoïste de février 1975.]

Des « zones libérées » en France ?

Impossible! disent certains; "on ne peut aménager le système capitaliste" ou "le pouvoir est UN, il ne se grignote pas" (HR, Communisme,etc...)

Nos ossifiés, à qui la seule perspective de chercher des lois

spécifiques de la révolution en France, c'est-à-dire de s'engager dans une pratique subversive, donne des frissons dans le dos, et les liquidateurs du mouvement "mao", se retrouvent (qui l'eût cru?) dans cette même attitude: tourner résolument le dos aux luttes des masses.

Depuis 68 la révolution idéologique est à l'ordre du jour.

Après la résistance violente au despotisme capitaliste (actions de représailles), une nouvelle exigence s'impose, celle d'une existence sociale radicalement différente, mieux, sa réalisation (partielle, temporaire): la conquête par les masses de ce qu'on a appelé les "zones libérées".

Cela peut aller de la gare Saint-Lazare où les maos de la Gauche Prolétarienne imposaient en 1970 la démocratie des masses et, sous la protection de ces dernières, paralysaient l'intervention des flics jusqu'à Lip qui se situe à un niveau beaucoup plus élevé.

Ainsi au sein du pays capitaliste, apparaissent des éléments qui font manifestement partie de la vie future, quand le peuple sera au pouvoir.

Une "zone libérée" ne s'édifie pas à l'occasion de n'importe quelle action où le peuple est impliqué: une grève bureaucratique même avec occupation ne peut en aucun cas instaurer un contre-pouvoir populaire, c'est seulement le cas lors des luttes vraiment révolutionnaires.

Par suite du rapport des forces, ce pouvoir ne peut être qu'éphémère, mais on l'a vu surgir plus d'une fois depuis 1968.

Le mot d'ordre de prendre du pouvoir, de libérer son usine, son école, etc... part de la réalité: il s'inscrit dans une stratégie de guerre prolongée.

CE QUI DÉFINIT UNE ZONE LIBÉRÉE, CE SONT TROIS CARACTÉRISTIQUES:

1. Le pouvoir est passé pour un temps dans les mains du peuple. Ce pouvoir est différent selon le secteur: en mai 68, toute la région de Nantes-Saint Nazaire était "libérée"; cela voulait dire par exemple que la préfecture devait s'adresser aux organes de pouvoir populaire pour obtenir des bons d'essence.

Cinq ans plus tard à Lip ou chez Manuest, le pouvoir ouvrier s'exerce notamment par la mise en route de la production sous direction ouvrière.

Au sein de l'appareil scolaire, un contre-cours est aussi l'exercice du pouvoir par les masses lycéennes contre la répression et le savoir bourgeois.

2. Apparition de rapports sociaux nouveaux.

Initiative libérée, changement des mentalités, apparition dans l'exercice collectif du pouvoir de rapports humains nouveaux, sont les manifestations qui tiennent le plus à coeur au peuple; à Lip, les

ouvriers et les ouvrières insistaient beaucoup sur cet aspect: résolutions des contradictions entre hommes et femmes, entre O.P. et O.S., entre employés de bureaux et ouvriers-,etc...

3. Protection de la zone, soit par des milices d'autodéfense, soit par la réalisation de l'unité populaire autour de la zone: Lip en est l'exemple le plus achevé.

POURQUOI LA GUERRE PROLONGÉE ?

Aujourd'hui, la constatation de ce phénomène de masse qu'est le surgissement même très éphémère de "zones libérées" doit guider la pratique des maos.

Pour deux raisons:

C'est à l'heure de la révolution idéologique une orientation conforme à la réalité et des plus subversives.

L'expérience que font les masses quand temporairement elles s'emparent du pouvoir leur ouvre des horizons nouveaux et leur donne un avant-goût du socialisme, bien plus puissant qu'un discours de propagande.

Se référer à ces expériences est le meilleur moyen de faire comprendre ce qu'est la dictature du prolétariat.

Ayant goûté à la vie nouvelle les masses ne refusent plus le socialisme à cause de l'image qu'en renvoient l'URSS et la Pologne

où l'on tire sur les ouvriers.

Nous avons le choix entre cette stratégie de lutte populaire prolongée dont chaque bataille vise à prendre du pouvoir en attendant de conquérir le pouvoir(central) et le mirage du "grarxf soir" précédé par l'accumulation pacifique des forces qui conduit finalement au réformisme.

Des « zones libérées » en France ? (réponse au débat)

L'article paru dans "La Cause du Peuple" n°2 et ouvrant un débat sur les "zones libérées" est marqué par un certain nombre de confusions.

Il y a dès le début un refus de préciser dans quelle phase se place le débat: celle de la lutte armée ou celle de la révolution idéologique? Refus aussi d'analyser concrètement le contexte social.

Les auteurs du texte refusent aussi de préciser exactement la signification d'un "contre-pouvoir".

On peut de ce fait rattacher le terme "contre-pouvoir" à tous les concepts réactionnaires résultant de l'influence de la classe politique et culturelle bourgeoise depuis 1968 dans le but de SABOTER et de DÉTRUIRE le mouvement révolutionnaire: "contre-culture", "libération", "cultiver ses différences", "pratique subversive" tombant du ciel, "marginalité",etc...

La confusion réside aussi entre RAPPORTS de FORCE et PRISE de CONSCIENCE: le refus d'établir un lien dialectique entre ces

deux concepts est flagrant.

D'autre part, le texte laisse croire que la prise du pouvoir central est le RÉSULTAT d'une SOMME de prises de pouvoirs locaux (au sens le plus large), sans se poser le problème de la nature du pouvoir populaire naissant, de savoir s'il détruit l'appareil d'Etat bourgeois ou non ?

Faute de détruire le pouvoir bourgeois, la prise du pouvoir central ne peut être que remise aux calendes grecques, en refusant de la poser CLAIREMENT et/ou en lui substituant des prises de pouvoir locales, nouvelle formule du grignotage réformiste.

Ce texte refuse aussi de poser le problème de la VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE d'une manière explicite et claire: la mise en avant de cette théorie dans le contexte d'une révolution idéologique, des "zones libérées" peut amener à une pratique nonviolente, le grignotage pouvant s'effectuer pacifiquement, voire légalement.

Or, il est nécessaire pour les communistes d'établir un lien dialectique entre PRATIQUE de MASSE et NIVEAU de CONSCIENCE.

Par rapport à l'exemplarité de certaines luttes ou modes de luttes, l'instauration de rapports nouveaux durant une période EPHEMERE dans le TEMPS et l'ESPACE amènent les communistes à dénoncer le caractère éphémère: les masses en lutte entrevoient des caractéristiques du socialisme, mais ce n'est PAS LE SOCIALISME, c'est une vision d'ESPOIR, ce n'est pas une

RÉALITÉ CONCRÈTE.

D'où la réaffirmation de la nécessité de la LUTTE des CLASSES.

Dans la réfutation de la théorie des "zones libérées", nous devons nous attaquer en particulier aux exemples choisis et leur opposer des exemples vivants et explicites.

Les "zones libérées" existant actuellement en Indochine par exemple sont marquées par une LIBÉRATION de régions entières par les armes et INSTAURATION d'un réel pouvoir populaire avec ses structures politiques, économiques, militaires et culturelles.

De même, dans le "Free Derry" irlandais de 1969, les masses défendaient militairement leurs zones libérées et possédaient des structures de pouvoir (un parlement populaire par exemple).

Les exemples cités n'ont aucune de ces caractéristiques. Ainsi, considérer la Gare Saint-Lazare comme une zone libérée est totalement erroné.

L'idéologie dominante bourgeoise y demeurait en martre: par le biais des publicités, des ventes de journaux fascistes, par le paiement des tickets de métro, etc...

La gare Saint-Lazare libéra l'expression des masses, devenait certaines heures un grand forum.

Mais ce n'était pas une ZONE LIBÉRÉE car l'idéologie bourgeoise guidait toujours les principales activités de la gare.

Dans les contre-cours, l'aspect principal n'est pas la prise ou non d'un pouvoir, mais l'usage qu'il en était fait.

Cela a-t-il permis une modification radicale des rapports à l'école?

Ces contre-cours servirent à occuper les grévistes, à prendre en main leurs problèmes scolaires et à lancer le débat sur l'école, le cours, le prof, etc...

Mais on y dispensait toujours l'idéologie bourgeoise.

L'étudiant ou le lycéen remplaçant le prof en arrivaient à singer celui-ci et à reproduire le même système.

Le contre-cours n'a guère abouti à une remise en cause de la division entre théorie et pratique, par exemple.

Passons sur l'exemple de Nantes - Saint-Nazaire qui est un cas particulier. Les auteurs de l'article le coupent de la réalité concrète de 1968: un pays en grève totale, une bourgeoisie apeurée, l'armée prête à intervenir, des émeutes quotidiennes, etc...

Rien à voir avec Lip, par exemple, une "flamme dans un océan de tranquillité" (dixit "Libération").

Une étude précise de la "Commune de Nantes-Saint Nazaire" serait

intéressante, mais sans oublier le contexte national qui l'a permise: un climat de grève nationale prolongée avec batailles de rues.

Pour ce qui est des rapports nouveaux créés à Lip, il ne faut pas oublier qu'ils furent restreints.

Ainsi il n'y eut pas l'application du mot d'ordre « A TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL » ; la contradiction jeunes-vieux persistait (cf. les manifestations après l'occupation policière ou les tentatives infructueuses des lycéens de Besançon pour entrer dans l'usine); le blocage par rapport à la violence; etc... Lip, zone libérée idéologique, à la recherche d'un patron !?!

Les adeptes des "contre-pouvoirs" ne seraient-ils pas en réalité des aspirants réformistes à régenter les masses en leur faisant prendre des vessies pour des lanternes, l'autogestion pour le socialisme, et l'idéologie bourgeoise pour un idéologie prolétarienne ?

(cf. l'article "Amsterdam, et ses freaks, une bonne ville où l'on peut tout faire, discrètement", de J.P. GENE, in "Libération" du 31 janvier 1975, qui est une référence très intéressante à tous les niveaux pour ce qui est d'analyser concrètement une "zone libérée" de ce style, un "contre-pouvoir" ...)

(Texte rédigé par les unités communistes de Paris 10ème, , Meudon, Paris sud et Antony - mars 1975)